États financiers

Toronto Waterfront Revitalization Corporation

(opérant sous le nom Waterfront Toronto)

Au 31 mars 2015

Au 31 mars 2015

Table des matières

Responsabilité de la direction pour les états financiers	1
Rapport de l'auditeur indépendant	2
État de la situation financière	3
État des revenus et dépenses.	4
État des gains et pertes de réévaluation.	5
État de l'évolution des actifs nets.	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires.	7- 18



Responsabilité de la direction pour les états financiers

Le 24 juin 2015

L'intégrité et l'objectivité des états financiers ci-joints de Toronto Waterfront Revitalization Corporation ("la Société") est la responsabilité de la direction. Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif créé par les Comptables Professionnels Agréés du Canada (CPA Canada). Les principales conventions comptables de la société sont décrites à la note 2 aux états financiers.

La Direction est également responsable du maintien du système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les transactions sont dûment autorisées et enregistrées, et que l'information financière fiable est disponible pour la préparation des états financiers.

La direction rencontre les auditeurs externes, les comités de finances, de vérification et de gestion des risques et le Conseil d'administration pour examiner les états financiers et pour discuter des rapports financiers ou contrôles internes significatifs avant l'approbation des états financiers.

Les états financiers ont été audités par BDO Canada, s.r.l., les auditeurs externes indépendants désignés par le Conseil d'administration. Le rapport de l'auditeur indépendant ci-joint décrit les responsabilités de la direction, les responsabilités de l'auditeur, la portée de son examen et de son opinion sur les états financiers de la société.

Président et PDG

Directeur général des Finances



Tél.: 905 270 7700 Téléc: 905 270 7915

Tél. sans frais : 866 248 6660

BDO Canada LLP

1, City Centre Drive, bureau 1700 Mississauga ON L5B 1M2 Canada

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de

Toronto Waterfront Revitalization Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Toronto Waterfront Revitalization Corporation, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2015, et les états des revenus et dépenses, des gains et pertes de réévaluation, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ses états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Toronto Waterfront Revitalization Corporation au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

BOO CANADA S.T. / S.E. N. C.L.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés Mississauga (Ontario) Le 24 juin 2015

État de la situation financière au 31 mars 2015

	31 mars	31 mars
	2015	2014
Actif	\$	\$
Court terme		
Encaisse	8,810,690	8,673,954
Placements à court terme	46,087,847	63,817,965
Créances (Note 3)	23,653,033	889,461
Dépôts, frais payés d'avance, loyer à recevoir		
et autres actifs (Note 4)	9,441,035	10,024,704
	87,992,605	83,406,084
Encaisse affectée (Note 5)	11,755,821	7,385,064
Actifs en développement (Note 6)	391,734,680	297,723,741
Immobilisations corporelles (Note 7)	106,119,033	112,652,795
Autres actifs (Note 8)	8,369,275	389,673
	605,971,414	501,557,357
Passif et actifs nets		
Court terme		
Créditeurs et frais courus (Note 9)	31,130,219	17,911,692
Contributions reportées et subventions (Note 10)	50,608,189	74,061,090
Autres passifs et obligations futurs (Note 11)	257,574	257,574
	81,995,982	92,230,356
Autres passifs et obligations futurs (Note 11)	2,544,981	2,527,204
	84,540,963	94,757,560
Actifs nets (Note 12)	521,430,451	406,799,797
	605,971,414	501,557,357
	003,971,414	301,337,337

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil d'administration:

Administrateur

Administrateur

État des revenus et dépenses Pour l'exercice terminé le 31 mars 2015

	31 mars	31 mars
	2015	2014
	\$	\$
Revenus		
Province de l'Ontario	9,979,800	58,911,600
Ville de Toronto	63,679,947	57,893,132
Organisations non gouvernementales	26,039,225	3,701,380
	99,698,972	120,506,112
Moins: Contributions gouvernementales pour acquisition		
de terrains et/ou actifs en développement	(94,010,939)	(60,747,047)
Augmentation/(diminution) des contributions reportées p	oour la	
continuité des opérations reliées aux exercices futurs	23,452,901	(23,535,727)
1.	29,140,934	36,223,338
Dépenses (Note 13)		
Projet initiatives Waterfront-Wide	22,535,359	29,022,637
Projet East Bayfront	5,926,603	2,060,532
Projet Port Lands	2,015,596	2,740,076
Projet West Don Lands	827,577	1,597,764
Projet Central Waterfront	623,298	992,733
	31,928,433	36,413,742
Excédent des dépenses sur les revenus		
avant autres items	(2,787,499)	(190,404)
Autres revenus de fonctionnement nets (Note 16)	3,513,013	2,210,374
Gain net sur disposition de terrain (Note 17)	19,917,081	-
		11
Excédent des revenus sur les dépenses	20,642,595	2,019,970

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des gains et pertes de réévaluation

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2015

	31 mars	31 mars
	2015	2014
Gains de réévaluation accumulés,	\$	\$
début de l'exercice	124,650	85,955
Gains non-réalisés (pertes non-réalisées) attribuables à: Placements à court terme	(22,880)	38,695
Gains (pertes) de réévaluation nets (nettes) de l'exercice	(22,880)	38,695
Gains de réévaluation accumulés,		
fin de l'exercice	101,770	124,650

État de l'évolution des actifs nets Pour l'exercice terminé le 31 mars 2015

	31 mars 2015	31 mars 2014
	\$	\$
Actifs nets, début de l'exercice	406,799,797	343,994,085
Augmentation: Excédent des revenus sur les dépenses	20,642,595	2,019,970
Diminution: Gains (pertes) de réévaluation non-réalisés (non-réalisées) Augmentation: Contributions gouvernementales pour acquisition	(22,880)	38,695
des actifs en développement	94,010,939	60,747,047
Actifs nets, fin de l'exercice	521,430,451	406,799,797

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2015

	31 mars	31 mars
	2015	2014
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement Rentrées de fonds:		
Contributions gouvernementales liées aux activités de fonctionnement	14 615 617	71 712 072
Autres contributions affectées liées aux activités de fonctionnement	14,615,617	71,712,073
	22,703,306	2,174,403
Revenus de placement reçus liés aux activités de fonctionnement	173,105	239,550
Rabais taxe de vente	8,488,576	6,762,332
	45,980,604	80,888,358
Sorties de fonds:		
Dépenses de planification et de mise en œuvre	(7,615,781)	(29,146,773)
Dépenses support aux projets	(7,371,747)	(7,716,197)
Paiements de transfert	(16,087,530)	(29,618,341)
	(31,075,058)	(66,481,311)
Rentrées de fonds nettes liées aux activités de fonctionnement	14,905,546	14,407,047
Flux de trésorerie liés aux activités de capital		
Rentrées de fonds de contributions gouvernementales pour		
des actifs en développement	59,044,130	60,747,047
Sorties de fonds pour l'acquisitions d'immobilisations corporelles	(122,296)	(365,404)
Sorties de fonds pour l'acquisitions d'actifs en développement	(89,218,527)	(42,287,332)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de capital	(30,296,693)	18,094,311
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Rentrées de fonds des rachats de placements à court terme	40,527,883	12,569,292
Sorties de fonds pour achat additionnel de placements en valeur mobilière	(20,629,243)	(44,602,360)
Placements d'encaisse affectée	(4,370,757)	1,602,330
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités d'investissement	15,527,883	(30,430,738)
Augmentation nette de la trésorerie	136,736	2,070,620
Trésorerie, au début de l'exercice	8,673,954	6,603,334
Trésorerie, à la fin de l'exercice		
riesorerie, a la fili de l'exercice	8,810,690	8,673,954

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

1. Nature des opérations

Toronto Waterfront Revitalization Corporation (la "société" ou "TWRC") a été constituée le 1er novembre 2001 en vertu des lois de l'Ontario avec la Province de l'Ontario, qui est l'unique actionnaire.

En vertu de la loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto, le 15 mai 2003, la société a poursuivi ses opérations à titre de société sans capital-actions. La société est réputée ne pas être un organisme de la Couronne au sens de la loi sur les organismes de la Couronne.

En vertu de la loi, les objectifs de la société sont:

- de mettre en œuvre un plan qui améliore la valeur économique, sociale et culturelle du secteur désigné riverain et de créer un secteur riverain accessible et actif pour fin d'habitation, de travail et de loisirs et de le faire d'une façon responsable financièrement et écologiquement;
- de s'assurer que le développement du secteur désigné riverain puisse continuer d'une façon financièrement autosuffisante;
- de promouvoir et encourager la participation du secteur privé dans le développement du secteur désigné riverain;
- (d) d'encourager la participation du public dans le développement du secteur désigné riverain; et
- (e) de s'engager dans d'autres activités qui peuvent être prescrites selon les règlementations.

2. Principales méthodes comptables

(a) Référentiel comptable

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif incluant les séries de standards 4200 inclus dans le Manuel de CPA Canada.

(b) Constatation des produits

La société suit la méthode du report pour comptabiliser les contributions affectées. En vertu de cette méthode, les contributions affectées sont comptabilisées dans les revenus de l'année où les charges connexes sont engagées. Les contributions affectées pour lesquelles les restrictions demeurent incomplètes sont comptabilisées comme contributions reportées.

Les contributions utilisées pour l'achat des immobilisations corporelles amorties sont reportées et amorties dans le revenu à un taux correspondant au taux d'amortissement pour les immobilisations corporelles connexes. Les contributions pour l'achat d'immobilisations non amorties telles qu'un terrain, sont reconnues comme une contribution directe dans l'actif net.

Selon les ententes de contributions, les contributions gouvernementales peuvent seulement être appliquées contre les paiements des coûts admissibles à l'égard des activités de projet, telles que définies dans les ententes de contributions. Les contributions non affectées, telles que d'autres éléments d'exploitation, sont comptabilisées dans les revenus de la période courante.

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

2. Principales méthodes comptables (suite)

(c) Instruments financiers

Les instruments financiers sont initialement comptabilisés au coût, à l'exception des contributions comptabilisées à la juste valeur. Ultérieurement, les placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur, avec tous gains et pertes non-réalisés enregistrés dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés au coût ou au coût après amortissement, si applicable. Les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Pour les instruments financiers évalués à la juste valeur, la société comptabilise les coûts de transaction à l'état des résultats de l'exercice où ils sont engagés.

Les instruments financiers qui sont ultérieurement évalués à la juste valeur sont classifiés comme niveau 1 à 3, basé sur le degré d'observation de la juste valeur:

L'évaluation de la juste valeur au niveau 1 est basée sur les prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour actifs ou passifs identiques, en utilisant la dernière soumission;

L'évaluation de la juste valeur au niveau 2 est basée sur les données autres que les prix cotés inclus au niveau 1, observable pour l'actif ou le passif, soit directement (ex. prix) ou indirectement (ex. basé sur les prix); et

L'évaluation de la juste valeur au niveau 3 est basée sur l'évaluation technique qui inclue les données pour les actifs et passifs qui ne sont pas observés sur des données du marché (données non-observables).

Les placements à court terme incluent des certificats de placement garanti (CPG) et des obligations encaissables à court terme entre novembre 2015 et septembre 2017. Les CPG sont classifiés comme niveau 1 dans la hiérarchie de la juste valeur où leur juste valeur est basée sur les prix cotés sur un marché actif pour actifs identiques. Les obligations encaissables sont classifiées comme niveau 2 dans la hiérarchie de la juste valeur où leur juste valeur est basée sur des données autres que les prix cotés inclus au niveau 1, observable pour l'actif soit directement ou indirectement. Il n'y a eu aucun mouvement du niveau 1 au niveau 2 ou niveau 3.

(d) Paiements de transfert et subventions

La société a conclu des ententes avec les bénéficiaires admissibles responsables de la gestion des divers projets dans le secteur riverain de Toronto. Les dépenses liées à ces projets sont enregistrées dans les états financiers de la société selon la méthode de la comptabilité d'exercice basée sur les demandes de financement et les demandes de financement estimées soumises par les bénéficiaires admissibles conformément aux plans de travail approuvés du projet. Selon les termes des ententes, la société n'assume pas la propriété ou les responsabilités opérationnelles à l'achèvement du projet.

(e) Répartition des frais de soutien généraux

La société a un certain nombre de frais de soutien généraux qui sont communs à l'administration de l'organisation et chacun de ses projets. Les frais de soutien sont engagés pour soutenir les zones fonctionnelles de la construction et de la mise en œuvre, de la planification, de la conception et des approbations et de la gestion de projet. Les dépenses sont allouées à l'aide d'un taux fondé sur une proportion des frais directs de main-d'oeuvre.

(f) Impôts sur le revenu

La société est exonérée des impôts sur le revenu selon le paragraphe 149 (1) (d.3) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et est éligible à un remboursement d'environ 86,5 % de la TVH payée sur les biens et services acquis en vertu de l'article 123 (1) (b) de la Loi sur la taxe d'accise.

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

2. Principales méthodes comptables (suite)

(g) Actifs en développement

Les actifs en développement représentent les investissements en actifs que la société a été demandée de développer sous un entente. La société à titre de propriété réel ou bénéfique durant la phase de développement. Les terrains sous cette catégorie représentent tout les coûts liés à la préparation d'un terrain pour le développement, incluant les coûts liés à contracter un développeur, le rezonage, et la gestion et traitement du sol.

Suite à l'achèvement substantiel, ces actifs sont soit transférés à un gouvernement respectif qui prend possession et assume les responsabilités opérationnelles, soit transférés comme immobilisation dans la société ou soit vendus à un tiers. Ces actifs transférés à un gouvernement respectif sont considérés une transaction entre apparentée et la différence entre le coût et le produit de disposition et comptabilisés dans les actifs nets. Les gains ou pertes sur les actifs vendus à un tiers sont enregistrés dans l'état des revenus et dépenses.

Les actifs en développement sont évalués au coût, ne sont pas amortis et inclus les coûts directs du projet ainsi que les coûts variables directement attribuables à l'actif en développement.

(h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. À l'exception du terrain qui n'est pas amortissable, l'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire ci-dessous :

Stationnement		10 ans
Améliorations locatives		5 ans
Matériel et équipement		5 ans
Matériel informatique		3 ans
Mobilier de bureau		5 ans

Les améliorations, qui étendent la durée de vie estimée de l'actif incluant le terrain, sont capitalisées. Les frais de réparation et de maintenance sont imputés dans les dépenses.

(i) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats actuels peuvent différer de ces estimations. Les postes à estimations significatives sont les créances à recevoir de la Ville de Toronto, l'amortissement des immobilisations corporelles, les frais courus, les contributions reportées et les prestations courus.

3. Créances

	31 mars	31 mars	
	2015	2014	
	\$	\$	
Ville de Toronto	18,425,497		
TVH à recevoir	929,796	889,461	
Autres créances reliées à la disposition de terrain	4,297,740	- i -	
	23,653,033	889,461	

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

3. Créances (suite)

Les créances à recevoir se composent principalement des montants à recevoir de la Ville de Toronto en vertu d'accords de livraison conclus pour les projets d'améliorations provisoires Waterfront Sanitary Servicing Infrastructure, Martin Goodman Trail West et East Bayfront Queens Quay. Les autres créances concernent principalement la vente de terrain. Ceux-ci ne portent pas d'intérêt et sont recouvrables le 31 mars 2016. Ceux-ci sont garanties par une lettre de crédit irrévocable.

4. Dépôts, frais payés d'avance, loyer à recevoir et autres actifs

	31 mars 2015	31 mars 2014
	\$	\$
Dépôts de construction	7,932,770	5,851,903
Frais de développement à recevoir, loyer et autres	1,064,925	3,731,934
Frais payés d'avance	410,873	408,400
Portion court des frais payés d'avance et des loyers à recevoir (Note 8)	32,467	32,467
	9,441,035	10,024,704

La société a fourni à la ville de Toronto (la "Ville") et à la société Hydro Toronto avec certains dépôts de construction pour garantir la bonne exécution, l'achèvement des travaux et les obligations connexes requis pour la construction des infrastructures municipales et électriques par la société. Les dépôts de construction seront libérés à Waterfront Toronto à l'expiration de certains critères de rendement et délais de garantie. Les dépôts de construction versés à la ville de \$ 2,181,199 (2014 - \$2,181,199) portant aucun intérêt, et les dépôts de construction à Hydro Toronto de \$ 5,751,571 (2014 - \$ 3,670,179), y compris les intérêts au taux préférentiel fixé par la Banque du Canada moins deux pourcent, seront retournés à Toronto Waterfront Revitalization Corporation.

5. Encaisse affectée

La société a \$ 11,755,821 (2014 - \$ 7,385,064) en espèces qui est soumises à des restrictions qui empêchent son utilisation à court terme. De ce solde, \$ 7,900,572 fait partie d'un fonds de sécurité mis en place avec la ville pour une initiative de développement à West Don Lands . Selon les termes de l'entente, Toronto Waterfront Revitalization Corporation ne peut pas retirer de l'argent du fonds de sécurité sans l'autorisation de la ville, et la ville peut seulement retirer de l'argent du fonds de sécurité sous réserve de certaines conditions et doit fournir suffisamment de préavis à la société. Du solde restant, \$ 2,435,249 se rapporte à des fonds de dépôt requis pour satisfaire les obligations futures à des développeurs et \$1,420,000 se rapporte à des fonds restrictés à la construction d'un établissement de garde d'enfants à East Bayfront.

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

6. Actifs en développement

Le tableau suivant représente le détail des actifs en développement par catégorie:

Term Track The Control of the Contro	31 mars 2015	31 mars 2014
7.U	\$\$	\$
Chemins, domaine public et services publics	326,868,745	239,234,380
Parc	38,669,694	36,378,635
Terrain en développement	26,196,241	22,110,726
	391,734,680	297.723.741

Le tableau suivant représente le détail des actifs en développement par secteur:

3	East Bayfront	Central Waterfront	West Don Lands	Total
	\$	\$	\$	\$
Début de l'exercice, 31 mars 2014	119,296,099	75,861,552	102,566,090	297,723,741
Augmentation capital	32,381,076	47,645,830	6,553,764	86,580,670
Gestion de projets - Note 13	1,924,466	942,434	403,915	3,270,815
Dépenses générales et de soutien - Note 13	2,440,720	1,206,465	512,269	4,159,454
Fin de l'exercice, 31 mars 2015	156,042,361	125,656,281	110,036,038	391,734,680

7. Immobilisations corporelles

iars 15	31 mars 2014
sement Coût	Amortissement cumulé
\$	\$
- 92,588,4	34 -
18,766 21,200,57	0 1,972,319
85,193 2,759,7	2,263,850
96,688 1,176,0	
55,983 659,8	647,008
98,562 308,5	30 262,767
55,192 118,693,3	3 6,040,518
19,033	112,652,795
_	-,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

La société possède du terrain contenant une contamination de l'environnement. Les coûts associés à la remise en état des terrains, qui dépend de l'utilisation finale des terrains, seront reconnus dans la période à laquelle la dépense aura lieu.

La société possède des immeubles sur un certain nombre de ses propriétés. Étant donné que les immeubles n'ont aucun usage autre que sur une base de location temporaire et qu'ils vont tous finir par être démolis, ils ont été enregistrés à la valeur comptable de \$ Néant (2014 - \$ Néant).

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

8. Autres actifs 31 mars 31 mars 2015 2014 Frais payés d'avance 375,117 360,800 Loyer à recevoir/créances reliées à la disposition de terrain 8,026,625 61,340 8,401,742 422,140 Moins: portion court terme (Note 4) 32,467 32,467 8,369,275 389,673

Les créances reliées à la disposition de terrain représentent la portion long terme qui est percevable en deux versements égaux (\$4M chacun, le 31 mars 2017 et le 31 mars 2018; respectivement et sont sans intérêt). Ceux-ci sont garanties par une lettre de crédit irrévocable.

9. Créditeurs et frais courus

	31 mars	31 mars
	2015	2014
	\$ 100	\$
Frais courus	17,552,305	13,016,248
Fournisseurs	2,102,839	707,688
Retenues à payer	11,475,074	4,187,756
10	31,130,219	17,911,692

10. Contributions reportées et subventions

Les contributions reportées et les subventions représentent des contributions de projets spécifiques des gouvernements et de tiers, qui n'ont pas été appliquées aux dépenses éligibles au 31 mars 2015, ainsi que des contributions reçues pour l'acquisition d'immobilisations qui n'ont pas encore été amorties.

31 mars	3 i mars
2015	2014
\$	\$
63,747,419	38,306,733
5,324,202	59,961,024
(27,526,261)	(34,520,338)
41,545,360	63,747,419
10,313,671	12,218,630
94,374,770	60,545,087
(94,010,939)	(60,747,047)
(1,614,673)	(1,702,999)
9,062,829	10,313,671
50,608,189	74,061,090
	2015 \$ 63,747,419 5,324,202 (27,526,261) 41,545,360 10,313,671 94,374,770 (94,010,939) (1,614,673) 9,062,829

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

11. Autres passifs et obligations futurs

Les autres passifs et obligations futurs représentent principalement les dépôts de sécurité et des développeurs.

		31 mars 2015	31 mars 2014
		\$	\$
Dépôts reçus		2,431,433	2,567,875
Passifs - prestations courus		371,122	216,903
Total des autres passifs		2,802,555	2,784,778
Moins: portion court terme		257,574	257,574
27 15 15	the state of the s	2,544,981	2,527,204

12. Actifs nets

a) Les actifs nets enregistrés à l'état de la situation financière sont constitués des éléments suivants :

	31 mars 2015	31 mars 2014
	\$.	\$
Montants investis dans les immobilisations (net des apports de capital reportés)	97,056,205	102,339,124
Montants investis dans les actifs en développement	391,734,680	297,723,741
Surplus non affecté (Note 12b)	32,537,796	6,612,282
Gain de réévaluation accumulé	101,770	124,650
	521,430,451	406,799,797
b) Surplus non affecté		
	31 mars	31 mars
	2015	2014
	\$	\$
Surplus non affecté, début de l'exercice	6,612,282	4,592,312
Tranfert des montants investis dans les immobilisations	5,282,919	· · · -
Excédent des revenus sur les dépenses	20,642,595	2,019,970
Surplus non affecté, fin de l'exercice	32,537,796	6,612,282

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

13. Dépenses par secteur et par fonction

La	Waterfront Wide- Initiatives	East Bayfront	Port Lands	West Don Lands	Central Waterfront	Total 31 mars 2015
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coûts des projets directs:						
Paiements de transfert et subventions	21,469,115	2,244,105	_	-		23,713,220
Planification de projets et mise en oeuvre	549,608	312,303	551,069	527,487	235,271	2,175,738
Amortissement	- 37	1,246,447	1 III	_	_	1,246,447
Gestion de projets - salaires, honoraires et bénéfices moins gestion de projets - salaires, honoraires et bénéfices	227,949	2,863,036	646,176	536,642	1,119,338	5,393,141
reliés aux actifs en développement (Note 6)		(1,924,466)	_	(403,915)	(942,434)	(3,270,815)
	22,246,672	4,741,425	1,197,245	660,214	412,175	29,257,731
Frais généraux et soutiens:						
Salaires, honoraires et bénéfices	153,376	1,926,400	434,781	361,081	753,149	3,628,787
Frais de bureau	85,908	1,079,000	243,526	202,246	421,848	2,032,528
Communications, publicité et relations				<i>'</i>		
gouvernementales	23,458	294,634	66,498	55,226	115,191	555,007
Technologie d'information	15,744	197,741	44,629	37,064	77,309	372,487
Amortissement	10,201	128,123	28,917	24,015	50,091	241,347
	288,687	3,625,898	818,351	679,632	1,417,588	6,830,156
Moins dépenses générales et de soutien reliées aux						,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
actifs en développement (Note 6)	- 5	(2,440,720)		(512,269)	(1,206,465)	(4,159,454)
	22,535,359	5,926,603	2,015,596	827,577	623,298	31,928,433

Les dépenses générales et de soutien pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 ont été allouées aux secteurs en utilisant un taux de 1.27 (1.67 en 2014) pour chaque \$1 de la main-d'oeuvre directe (gestion de projets - salaires et bénéfices). Le total des salaires et bénéfices de la société s'élève à \$ 9,021,928 pour la période se terminant le 31 mars 2015 (\$ 9,335,233 en 2014) et inclus les frais de gestion de projets - salaires et bénéfices de \$5,393,141 (\$4,561,466 - 2014) et les frais de soutien - salaires et bénéfices de \$3,628,787 (\$4,773,767 - 2014).

Le secteur Waterfront-Wide inclus la deuxième plate-forme du Union Station, Mimico Parc et Port Union Waterfront Park. Le secteur Port Lands inclus Tommy Thompson Park et Lower Don Lands.

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

13. Dépenses par secteur et par fonction (suite)

	Waterfront Wide- Initiatives	East Bayfront	Port Lands	West Don Lands	Central Waterfront	Total 31 mars 2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coûts des projets directs:						
Paiements de transfert et subventions	25,035,943	397,932		(558,561)	_	24,875,314
Planification de projets et mise en oeuvre	2,821,806	-	1,430,177	1,845,733	435,312	6,533,028
Amortissement		1,245,675		_		1,245,675
Gestion de projets - salaires, honoraires et bénéfices	436,617	1,838,658	490,969	638,210	1,157,012	4,561,466
Moins gestion de projets - salaires, honoraires et bénéfices		,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	,		.,	1,001,100
reliés aux actifs en développement (Note 6)		(1,705,168)	_	(528,860)	(951,285)	(3,185,313)
	28,294,366	1,777,097	1,921,146	1,396,522	641,039	34,030,170
Frais généraux et soutiens:					17.77	
Salaires, honoraires et bénéfices	456,938	1,924,233	513,820	667,914	1,210,862	4,773,767
Frais de bureau	154,002	648,524	173,173	225,107	408,097	1,608,902
Communications, publicité et relations gouvernementales	64,026	269,623	71,996	93,588	169,666	668,900
Technologie d'information	21,060	88,686	23,681	30,783	55,807	220,018
Amortissement	32,245	135,792	36,260	47,134	85,449	336,879
	728,271	3,066,858	818,930	1,064,526	1,929,881	7,608,466
Moins dépenses générales et de soutien reliées aux					31 11	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
actifs en développement (Note 6)		(2,783,423)	- 85	(863,284)	(1,578,187)	(5,224,894)
	29,022,637	2,060,532	2,740,076	1,597,764	992,733	36,413,742

Notes complémentaires

Au 31 mars 2015

14. Engagements contractuels

La société s'est engagée en vertu de contrats à l'achat d'équipement et d'espace de bureau venant à échéance en 2017 pour la somme de \$471,551. Les paiements annuels sont comme suit :

2016 2017		377,988 93,563
/8	\$	471.551

De plus, la société a d'autres engagements d'une valeur de \$ 66,948,400. Ces engagements représentent des contrats directements conclus entre la société et les bénéficiaires admissibles qui sont responsables de la gestion des divers projets dans le secteur riverain de Toronto.

15. Informations sur les risques

Risque de crédit

La société est exposée à un risque de crédit sur l'encaisse et les placements à court terme détenus par les banques, les gouvernements et les autres débiteurs, incluant les comptes à recevoir. L'exposition maximale au risque de crédit est égale à la valeur comptable (nette des provisions) des actifs financiers. L'objectif de gestion du risque de crédit des contreparties est de prévenir des pertes sur les actifs financiers. La société évalue la qualité de crédit des partenaires financiers et des débiteurs, en tenant compte de leur situation financière, leur expérience passée et autres facteurs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le risque de liquidité comprend le risque qui, en raison des besoins en trésorerie opérationnels, la société n'aura pas suffisamment de fonds pour régler une transaction à la date d'échéance; sera forcée à vendre des actifs financiers à un montant plus bas que le prix du marché; ou sera dans l'impossibilité de régler ou recouvrir un actif financier. La société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des fournisseurs et autres créditeurs, en mettant l'accent sur la collecte des créditeurs et en demandant le financement gouvernemental à l'avance.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. La société est exposée à ce risque pour ces placements à court terme. Au 31 mars 2015, si les taux d'intérêts en vigueur avaient augmentés ou diminués de 1,0%, avec toutes les autres variables demeurant constantes, l'excédent des revenus sur les dépenses auraient augmenté ou diminué, respectivement de \$217,778 (2014 - \$394,069).

16. Autres revenus de fonctionnement nets

	31 mars	31 mars
	2015	2014
	\$	\$
Revenus de location et autres revenus	7,698,286	4,043,461
Moins: frais de fonctionnement	(5,425,902)	(3,408,587)
	2,272,384	634,874
Intérêts et autres revenus	1,221,374	1,575,635
Revenus de placements réalisés (pertes)	19,255	(135)
Autres revenus de fonctionnement nets	3,513,013	2,210,374

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

17. Gain net sur disposition de terrain

Au cours de l'exercice, la Société a vendu un terrain à East Bayfront à un promoteur en vertu d'un accord de développement conclu entre la Société et le partenaire de développement. Les produits nets de disposition ont été reconnus comme revenus sur l'état des revenus et dépenses.

	31 mars	31 mars
	2015	2014
	\$	\$
Produits de disposition sur la vente de terrain	25,200,000	_
Moins: coût du terrain	(5,282,919)	-
	19,917,081	

18. Rémunération du cadre supérieur

Au 1er janvier 2014, le contrat d'emploi du président et PDG a été remplacé par un accord de consultation, dont le taux est basé sur l'historique des rémunérations et n'est pas prévu à une augmentation des coûts à la société. Les honoraires payés et/ou courus en vertu de cet accord de consultation pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015 s'élevaient à \$396,777 (honoraires \$389,232, tarif aérien - \$859, logement - \$2,428, autres moyens de transport - \$248, repas & autres - \$2,527, développement professionel - \$1,483) (1er janvier - 31 mars 2014 - \$104,864).

19. Chiffres comparatifs

Pour fins de comparaison, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice courant.

20. Obligations conditionnelles

(a) En vertu des termes et conditions des ententes de contributions, la société fournit un dédommagement à la ville, à la province de l'Ontario et au gouvernement du Canada et à leurs représentants, employés et agents respectifs, de et contre toutes réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses, actions et autres procédures liées à une blessure ou de la mort d'une personne ou de dommages ou de pertes de propriété, de la violation de droits ou de toute autre perte ou dommage, de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de toute négligence, omission ou délai de la part de la société, des dirigeants de la société, des directeurs, des employés, des sous-contractants, des agents ou des sous-traitants tiers, afin de réaliser un projet sauf dans le cas où la blessure, la perte ou le dommage a été causé par la ville, la province de l'Ontario et/ou le gouvernement du Canada ou leurs représentants, employés ou agents.

La société exige que tous les bénéficiaires admissibles indemnisent la société de et contre toute responsabilité sur la même base décrite ci-dessus.

La société exige la plupart des tiers sous-traitants d'indemniser chaque niveau de gouvernement et la société, ses dirigeants, employés et agents contre toutes les réclamations, les obligations et les exigences à l'égard de toutes blessures aux personnes (y compris la mort), dommages à ou de perte ou de destruction à la propriété ou de la transgression des droits de l'homme causés par ou découlant directement de:

- (i) la rupture de l'une ou l'autre des conditions du contrat par le tiers sous-contractant ou de ses dirigeants, employés ou agents; ou
- (ii) toute omission ou toute atteinte méchante ou acte de négligence du tiers sous-contractant ou de ses dirigeants, employés ou agents en ce qui concerne le projet.

Notes complémentaires Au 31 mars 2015

20. Obligations conditionnelles (suite)

- (b) En vertu de l'entente de livraison avec chaque bénéficiaire admissible respectivement, la société prévoit une indemnité pour le compte du bénéficiaire admissible et ses dirigeants, employés et agents, de et contre toutes réclamations à l'égard de perte directe résultant de:
 - (i) la rupture par la société de l'entente de livraison ou de documents ou certificats livrés en vertu de l'entente; ou
 - toutes actes de négligence ou omissions de la société, ses dirigeants, directeurs, employés ou agents, en relation avec le projet.

La direction tente de limiter l'exposition de la société sous ces indemnisations par l'achat d'assurance pour les administrateurs et les dirigeants, la répartition des risques des bénéficiaires admissibles et des sous-traitants (décrites ci-dessus) et par l'application des politiques et des procédures de la société et des bénéficiaires admissibles, ainsi qu'une surveillance intense lorsqu'appropriée.

- (c) La société a conclu un certain nombre d'ententes de développement avec les tiers constructeurs en ce qui concerne les terrains situés dans les secteurs West Don Lands et East Bayfront. En vertu de ces ententes, la société a fourni aux constructeurs certaines étapes de représentation basées sur des obligations particulières de la société en matière de développement. Les représentations se rapportent principalement aux délais. La responsabilité future maximale liée à la responsabilité de ces représentations est de \$ 7,5 millions au titre d'une entente de développement avec un constructeur. Bien que les montants ne sont pas déterminables dans le cadre des autres ententes de développement, la responsabilité est limitée au montant des dépenses encourues par le constructeur pour le développement. Aucun montant pour ces instances a été inscrit dans les états financiers. La direction vise à limiter l'exposition potentielle de la société en vertu de ces garanties dans les délais, les coûts et la portée pratiques de gestion.
- (d) La société a un passif éventuel lié à une entente d'accès municipale avec la ville de Toronto pour l'entretien continuel et l'élimination potentielle de tuyaux d'énergie urbaine dans le secteur West Don Lands. La direction estime la responsabilité potentielle maximale à \$ 1,600,000. Ces coûts sont présentement pas financés.